



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

CB → Cnd
COPIE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par M. NOEL
☎ 03.87.34.88.97 - GN/gt

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2006 - AG/2 - 33

en date du 13 janvier 2006

mettant en demeure la Société REGEPLAST à
BEHREN-LES-FORBACH de déposer un dossier de
régularisation administrative de ses installations.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.514.2 du titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions
susvisées ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations
classées ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2005-0188 du 8 septembre 2005 délivré à la Société
REGEPLAST pour l'exploitation d'une installation spécialisée dans le triage et la mise en balle
de matière plastique à BEHREN-LES-FORBACH et classée sous la rubrique n° 2662-b de la
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 octobre 2005 établi suite à une
visite du site effectuée le 5 octobre 2005 ;

Considérant que la Société REGEPLAST exerce des activités soumises à autorisation au titre
des rubriques n° 167 et 322 de la nomenclature des installations classées pour la protection de
l'environnement ;

Considérant que la Société REGEPLAST n'est pas titulaire de l'autorisation requise et qu'elle
exploite donc ces activités dans des conditions irrégulières ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

.../...

A r r ê t e

Article 1er :

La Société REGEPLAST, sise 32, route de Sarreguemines à BEHREN-LES-FORBACH, est mise en demeure de déposer, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de régularisation administrative conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Sous-Préfet de FORBACH,
- Le Maire de BEHREN-LES-FORBACH,
- Les inspecteurs des installations classées,
- et tous les agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 13 janvier 2006

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Signé : Bernard GONZALEZ